

gouvernement. Celui-ci, vexé, chercha à se mettre de plus en plus dans les bonnes grâces du St Père. Il le choisit comme arbitre dans l'affaire des Carolines, négocia pour que les deux sièges de Posen et de Cologne fussent, après la démission des titulaires, pourvus à la satisfaction des deux autorités et acheva de rétablir les traitements ecclésiastiques.

Il restait peu de concessions à obtenir sur le terrain religieux. Le gouvernement se décida à en faire encore quelques-unes : il renonça à l'examen des clercs, rouvrit les séminaires qui existaient avant 1873, et supprima la Cour ecclésiastique de Berlin. Ces gages de bonne volonté étaient tels, que le St-Siège pria le centre de cesser son opposition à une mesure à laquelle le gouvernement attachait le plus grand prix, le septennat militaire.

Mais les partis ont des engagements et des convictions auxquels il leur est malaisé de se soustraire. De si haut que vint le conseil, le centre ne crut pas pouvoir y déférer ; toutefois il demanda au St-Siège si celui-ci croyait qu'il devait disparaître. Le St-Siège répondit négativement, mais ajouta que son intervention provenait de ce que la question du septennat était liée à des questions d'une portée religieuse et morale. Windthorst persista, sans que Rome, donnant un grand exemple de modération, poussât le conseil plus loin. Bismarck échoua ; mais convaincu que le centre, indirectement désavoué par le Pape, serait battu, il se décida à dissoudre le Parlement.

Le centre se défendit valeureusement, et, dans une grande assemblée tenue à Cologne, le 6 février 1887, Windthorst fit l'apologie du parti dont il était le chef. Il rétablit d'abord la vérité au sujet des rapports du centre avec le Vatican : "Le Saint Père, dit-il, émet dans sa lettre ce principe essentiel, que, dans les questions civiles, le centre, comme du reste tout bon catholique, peut voter d'après ses propres convictions. Ce principe doit être maintenu, car c'est la base même de l'existence d'un parti." Puis, rencontrant l'objection tirée du désir exprimé par le Pape, il répondit : "S'il nous était possible de déférer à ce désir, nous l'eussions fait volontairement ; mais à l'impossible nul n'est tenu. Nous n'aurions pu consentir à cela qu'en sacrifiant notre propre existence." A l'appui de cette réflexion, il fit valoir que "le centre s'était toujours opposé à l'augmentation des charges militaires, comme il avait promis de travailler à la diminution des impôts, et que c'était sur la foi de ces promesses qu'il avait été élu ; il ne pouvait donc manquer à ces engagements." "La tactique était, ajouta-t-il, de se débarrasser du centre et spécialement de Windthorst ; mais le vieux Windthorst vit toujours et il espère lutter encore." Enfin, donnant à son parti un avis, toujours bon à méditer : "Si nous ne formons pas un corps ferme et uni, s'écria-t-il, tous nos efforts seront vains. . . Si mon attente était trompée, si le centre devait succomber, élevez-lui un tombeau et gravez sur la pierre : "Jamais vaincu par ses ennemis, mais trahi par ses partisans." Et comme la salle protestait, il reprit : "Ainsi, Messieurs, jamais trahi par ses partisans ? En vous quittant, j'emporte cette espérance et je vous dis merci du fond du cœur. Quelque difficiles que soient les circonstances, si nous restons toujours fidèles à nos croyances et aux intérêts que nous défendons, Dieu

sera av  
cause d

Le  
dat fut  
gagné 3  
centre.  
désorma  
pouvait  
s'était  
l'unité e

Le  
pour lui  
attentio  
dit : "N  
fait à n  
faire dis  
seignem  
1888, il  
religieu  
cace et  
Une dis  
rieur à  
peuple p  
C'est da  
rendu l'  
avant 18  
scolaire.  
populair  
position  
évangéli  
scolaire  
est un E  
l'hégém  
catholiqu  
nière la s  
Le minist  
mais il fi  
sent priv  
pait allai  
cession ;  
la propos

Le g  
projet qu  
catholiqu  
pulaire. V  
créer, dit  
conduire,  
où devaie  
pouvons  
sons égale  
notre côté  
On nomm  
combattit